



BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT

Commissariat aux comptes

Expertise-Comptable

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

Association
**MISSION LOCALE
JEUNES ALÈS-PAYS
CEVENNES**

11 avenue du Général de Gaulle

30100 ALES

Société à responsabilité limitée au capital de 16 650 €
RCS : Nîmes B 413 656 331 - SIRET : 413 656 331 00027

20 boulevard Gambetta – 30000 NIMES

04.66.26.10.10

abeziat@auditbfa.fr



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Association MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES

11 avenue du Général de Gaulle - 30100 ALES

Siren : 398236737

Exercice clos le 31/12/2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels, au paragraphe « Changement de méthode comptable – application du nouveau plan comptable général » - Annexe Libre n°2.



3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Changement de méthode comptable :

Nous nous sommes assurés de la correcte mise en application du plan comptable général prévu par le règlement ANC n°2022-06 et de ses conséquences sur le règlement ANC N°2018-06, relatif aux comptes annuels des associations.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des principes comptables appliqués et des informations communiquées dans les notes de l'annexe.

Subventions d'exploitation :

De manière générale, nos appréciations ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour la comptabilisation des subventions d'exploitation en conformité avec les conventions signées avec les partenaires financiers, telles que présentées dans le tableau de la dernière page de l'annexe (Annexe libre) ainsi que pour l'évaluation des fonds dédiés constatés, tels que décrit dans la note « variation des fonds dédiés » de l'annexe.

Provisions pour Indemnités de départ à la Retraite :

Comme indiqué dans la note « Règles et Méthodes Comptables – Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière » de l'annexe des comptes annuels au 31 décembre 2025, l'association comptabilise dans ses comptes annuels une provision pour indemnité de départ à la retraite.

Nos travaux ont consisté :

- A apprécier les hypothèses retenues par l'association pour le calcul de la provision ;
- A vérifier qu'une information appropriée était donnée dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.



5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des



événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 17 Février 2026

S.A.R.L BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT
<p>Signé par Aude Beziat Le 17 févr. 2026</p> <p> doc_4dYQ tx_aW29ZY0zrJ2Q</p>
Aude BEZIAT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 430	6 430		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	52 020		52 020	52 020
	Constructions	1 204 860	277 873	926 987	1 007 375
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 210	24 724	8 486	13 478
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	62 189	60 812	1 378	6 883
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 586		1 586	1 586
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 969		2 969	2 544
	TOTAL (II)	1 363 264	369 838	993 426	1 083 886
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	15 743		15 743	14 574
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	700 474		700 474	455 743
TOTAL ACTIF (I à VII)	Charges constatées d'avance	12 784		12 784	11 864
	Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	767 384		767 384	966 690
	TOTAL (III)	1 696 385		1 696 385	1 448 871
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	3 059 650	369 838	2 689 811	2 532 758

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires Ecart de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Report à nouveau Excédent ou déficit de l'exercice Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées Total des fonds propres (situation nette)	1 535 977	1 315 696
Fonds reportés et dédiés	Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées Total des autres fonds propres	1 60 081	220 281
Provisions	Total des fonds propres	1 696 058	1 535 977
DETTE (1)	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés sur subventions d'exploitation Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public Total des fonds reportés et dédiés	129 690	97 650
DETTE (1)	Provisions pour risques Provisions pour charges Total des provisions	66 938	90 849
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	571 906	608 720
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	55 329	62 566
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	169 891	136 995
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	797 125	808 282
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif	
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	TOTAL PASSIF	2 689 811
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	220 281,21
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	236 784
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers (2) Instruments financiers à terme Avances et acomptes reçus sur commandes en cours DETTE D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales DETTE DIVERSE Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance (1) Total des dettes	(2) Dont emprunts participatifs	

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	39 847	15 315
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	2 173 276	2 293 163
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	43 733	41 674
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	23 911	56 156
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	97 650	148 348
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	129	6
	Total des produits d'exploitation	2 378 545	2 554 662
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	709 343	824 145
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	90 880	86 174
	Salaires	937 764	933 451
	Cotisations sociales	267 940	294 791
	Dotation aux amortissements et dépréciations	90 885	94 312
	Dotation aux provisions		10 129
	Reports en fonds dédiés	129 690	97 650
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	56	627
	Total des charges d'exploitation	2 226 559	2 341 278
RESULTAT D'EXPLOITATION		151 986	213 385

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		151 986	213 385
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	18 321	15 519
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		18 321	15 519
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	5 560	5 913
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		5 560	5 913
RESULTAT FINANCIER		12 761	9 606
RESULTAT COURANT avant impôts		164 747	222 990
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		4 666	2 709
TOTAL DES PRODUITS		2 396 866	2 570 181
TOTAL DES CHARGES		2 236 785	2 349 900
EXCEDENT ou DEFICIT		160 081	220 281
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		4 800	4 800
Bénévolat			
TOTAL		4 800	4 800
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		4 800	4 800
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		4 800	4 800

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au plan comptable général et aux spécificités prévues par le règlement ANC N°2018-06 applicable aux associations à compter du 1er janvier 2020 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 689 811 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 396 866 euros** et un total **charges** de **2 236 785 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **160 081 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

L'association a pour objectif :

- De promouvoir, soutenir, favoriser toute initiative visant à la prise en charge globale des problèmes des jeunes résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération nommée Alès Agglomération, de la Communauté de Communes du Pays Grand Combien, Communauté des Communes Cèze Cévennes, Communauté des Communes Hautes Cévennes, Communauté des Communes du Piémont Cévenol, Communauté des Communes Vivre en Cévennes ainsi que ceux des jeunes résidant dans l'arrondissement et le bassin d'emploi d'Alès.
- De connaître et d'analyser les besoins et les demandes des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, logement, santé, loisirs), puis de conduire une action globale pour la remise en jeu sociale et économique des jeunes.

Missions sociales réalisées :

Les principaux services proposés par l'association sont les suivants :

- Dispositif d'accompagnement en Insertion Professionnelle : PACEA (parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie qui remplace le CIVIS), PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi), ANI Jeunes, IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes), Garantie Jeunes...
- Dispositifs d'emplois : contrats aidés, alternance, engagement en lien avec l'entreprise, chantiers d'insertion, parrainage régional, Ne me donne pas je bosse...
- Dispositifs mobilité : Auto-école sociale, Ateliers mobilité...
- Dispositifs formation : CAP Emploi, CAP Avenir, Programme régional qualifiant...
- Dispositifs accompagnement social : Espace écoute jeune, bilan de santé, logement, ateliers...

La plupart de ces services sont réalisés en partenariat avec des associations ou des entreprises locales.

Description des moyens mis en œuvre :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Pour ce faire, il lui appartiendra, conformément au titre III de la loi du 19 décembre 1989 « Dispositions relatives à l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes » :

- D'accueillir, d'informer, de conseiller les jeunes, de les aider à bâtir un itinéraire qualifiant, personnalité, et de les suivre dans la mise en œuvre de leur projet.
- D'animer, de coordonner et de susciter des actions qui concourent à la réussite de ces projets, avec le souci d'une cohérence entre les aspirations professionnelles des jeunes et des possibilités du marché du travail, notamment en recherchant auprès des entreprises les possibilités d'accueil des jeunes, voire en contribuant à la création d'activités, d'entreprises ouvrant l'accès à l'emploi des jeunes.
- De procéder à l'évaluation des processus d'insertion professionnelle et sociale à partir des réalités sociales et industrielles locales, à la confrontation des pratiques pédagogiques engagées dans le crédit formation et les stages, à la communication des expériences et des acquis direction des divers partenaires.
- De susciter une interrogation et un dialogue permanent entre toutes les forces vives de chacune des communes pour que se dessine un nouvel espace social pour le jeune dans ses rapports avec les institutions dans ses possibilités d'accès au logement, à la culture, à l'emploi, dans ses relations avec le monde adulte.
- D'une manière plus générale, de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de conduire, directement ou indirectement, à la réalisation des objectifs définis ci-dessus, y compris le cas échéant, en élaborant ou en négociant elle-même des conventions visant à l'Insertion Sociale et Professionnelles des jeunes.
- De s'associer à la réalisation de tout programme visant l'adaptation et l'amélioration de l'action éducative et scolaire. »

Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

	SOLDE N-1	DOTATION	REPRISE	SOLD E N
Projet NMDPJB	0	0	0	0
NMDPJB CD30	0	0	0	0
NMDPJB Alès	0	0	0	0
Logis Cévenol	0	0	0	0
Garantie Jeunes	97 650	129 690	97 650	129 690
Totaux	97 650	129 690	97 650	129 690

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations dont la valeur est inférieure à 500€ HT sont passées en charges et suivies sur un inventaire non comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La méthode de comptabilisation utilisée pour les frais d'acquisition, notamment les frais de notaire, a été la comptabilisation de ces frais en charges.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions de fonctionnement

Les subventions sont comptabilisées selon le règlement ANC N°2018-06.

Pour chaque convention, les conditions générales d'octroi sont vérifiées de manière à s'assurer qu'elles puissent être comptabilisées en produit. S'il est estimé qu'il existe un risque de recouvrement ou de reversement, une provision pour risque est alors constatée. Par ailleurs, si les dépenses n'ont pas pu être engagées au titre de l'exercice et que l'objet de la convention pourra être réalisé sur l'exercice suivant, il est constaté un fonds dédié.

-

Financement Garantie Jeunes et Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) : Méthode de comptabilisation depuis 2019

La réforme des modalités de financement des Missions locales engagée par l'Etat en 2019 a conduit à la globalisation dans une enveloppe unique des financements versées jusqu'alors au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) et de l'accompagnement de la Garantie Jeunes. Le calcul de la subvention Garanties Jeunes a été simplifié et intégré à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022.

A compter de la date de signature de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO), la contribution financière est comptabilisée en produits en compte 74.

Sur l'exercice 2019, une subvention exceptionnelle de 267 K€ a été allouée afin d'accompagner le passage à la gestion globalisée et annuelle des crédits versés par l'Etat. Cette subvention, ayant pour objectif de couvrir le financement des fins de parcours des personnes accompagnées, a été constatée en fonds dédié dès 2019. En 2022, il a été décidé de maintenir ce fonds dédié pour permettre de couvrir les fins de parcours des jeunes en CEJ. Suite à la fin des parcours de la Garantie Jeunes en 2023, ce fonds dédié a été repris et figure donc dans les produits d'exploitation de l'association.

Sur l'exercice 2021, dans le cadre du plan de relance, la convention pluriannuelle d'objectifs prévoyait une première subvention « socle » avec un objectif de 360 jeunes, suivie d'une subvention « première tranche » avec un objectif de 116 jeunes et d'une subvention « deuxième tranche » avec un objectif de 104 jeunes. La mission locale a déclenché la subvention « deuxième tranche » avec 83 jeunes sur la fin d'année 2021. Le suivi de ces jeunes est effectué sur une période de 12 mois un fonds dédiés a été constitué sur la « deuxième tranche » pour couvrir les coûts qui seront engagés sur l'exercice suivant. L'évaluation a été effectuée sur la base d'un prorata annuel à partir de la date d'entrée du jeune, les coûts étant majorés sur le premier mois de suivi pour tenir compte des frais d'accueil.

Sur l'exercice 2022, l'association a pu accueillir 724 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ pour un objectif fixé à 610 jeunes. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Le dépassement de l'objectif fixé à 610 constitue donc un gain supplémentaire de 200 K€ pour la MLJ. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2023. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 102 K€.

Sur l'exercice 2023, l'association a pu accueillir 713 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 393 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2024. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 147 K€.

Sur l'exercice 2024, l'association a pu accueillir 621 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 334 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.750 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2025. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 97.65 K€.

Sur l'exercice 2025, l'association a pu accueillir 628 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 330 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé ou sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2026. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 129.7 K€.

Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

L'association évaluait ses engagements en matière de départ à la retraite sur la base des salariés ayant atteint plus de 4 ans d'ancienneté, en provisionnant l'indemnité complète. Il a été décidé à compter de l'exercice 2014 d'affiner l'évaluation de cette provision en tenant compte des éléments suivants:

La convention collective prévoit les indemnités suivantes:

- 5 à 10 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- 10 à 20 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire
- Plus de 20 ans d'ancienneté : 4 mois de salaire

L'indemnité probable a été calculée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles. Les données suivantes ont été retenues:

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Taux d'actualisation : 3.80 %
- Taux de croissance des salaires : 1.5%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Table de mortalité INSEE 2013
- Taux de charges sociales de 45%

Ainsi calculé, l'engagement de l'association au 31/12/2025 ressort à 66 937.93 € contre 90 948.98 € au 31/12/2024. La variation de 23 911.05 € a été comptabilisée en reprise de provisions pour risque et charges.

Engagements financiers en garantie des emprunts

Dans le cadre des investissements immobiliers réalisés en 2021 et 2022, les prêts consentis par la Caisse d'Epargne font l'objet d'un privilège de prêteur de deniers pour 495 K€ et d'une promesse d'affectation hypothécaire pour 212 K€.

Prêt / Mise à disposition entre associations :

La Mission Locale Jeunes Alès Pays Cévennes et la Maison de l'Emploi travaillent de concert à l'accompagnement vers l'Emploi des usagers du territoire.

La mutualisation de l'espace informatique et de l'accueil en sont des exemples prégnants. Ainsi, en 2025, la Maison de l'emploi a contribué financièrement à ces actions mises en œuvre par la MLJ à hauteur de 22.000 €

Rémunération des dirigeants :

En l'absence de trois hauts cadres dirigeants, cette information n'est pas donnée car elle conduirait à fournir une information individuelle.

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE - APPLICATION DU NOUVEAU PLAN COMPTABLE GENERAL

-
-
Les états financiers de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce changement de réglementation comptable entraine notamment :

- l'abandon de la technique des transferts de charges (comptes de classe 791) au profit d'une imputation directe des opérations dans des comptes spécifiques selon leur nature économique,
- une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- un nouveau format d'annexe,
- et la présentation de nouveaux modèles d'état financiers (y compris la colonne N-1)

L'adoption du nouveau règlement et les reclassements qui en résultent constituent un changement de méthode comptable, dont l'incidence sur les comptes de la société ne constitue que des changements de présentation, n'ayant aucune incidence sur le résultat.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 689 811** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **2 396 866** euros
 - un total charges de **2 236 785** euros
 - dégage un résultat de **160 081** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **MISSION LOCALE JEUNES ALES - PAYS CEVENNES** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Immobilisations

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	6 430				6 430
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 430				6 430

CORPORELLES	Terrains	52 020				52 020
	Constructions sur sol propre	814 980				814 980
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement	389 880				389 880
	Instal technique, matériel outillage industriels	33 210				33 210
	Instal., agencement, aménagement divers	5 374				5 374
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	56 816				56 816
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 352 280				1 352 280

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	1 586				1 586
	Prêts et autres immobilisations financières	2 544		425		2 969
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 130		425		4 555

TOTAL	1 362 840		425			1 363 264
--------------	------------------	--	------------	--	--	------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	6 430			6 430
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 430			6 430
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	102 546	37 483		140 028
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	94 939	42 905		137 845
	Instal technique, matériel outillage industriels	19 732	4 992		24 724
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 168	828		3 996
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	52 139	4 677		56 816
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	272 523	90 885		363 408	
TOTAL		278 953	90 885		369 838

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	90 849		23 911	66 938
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		90 849		23 911	66 938
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		90 849		23 911	66 938
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				23 911	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 969	425	2 544
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	9 842	9 842	
	Divers	665 115	665 115	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	25 517	25 517	
	Charges constatées d'avance	12 784	12 784	
TOTAL DES CREANCES		716 227	713 683	2 544
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	31	31		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	571 875	37 488	152 084	382 303
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	55 329	55 329		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	26 200	26 200		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	134 506	134 506		
	Impôts sur les bénéfices	4 666	4 666		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 519	4 519		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		797 125	262 738	152 084	382 303
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		36 754			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 315 696	220 281			1 535 977
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	220 281	(220 281)	160 081		160 081
Situation nette	1 535 977		160 081		1 696 058
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 535 977		160 081		1 696 058

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros		Fonds reportés clôture 31/12/2024	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2025
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
TOTAL					

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
GARANTIE JEUNES	97 650		97 650		129 690	129 690	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	97 650 (133 541)		97 650		129 690	129 690	

Charges à payer

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		55 519
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>Intérêts C.N.E. 164100_495KE</i>	377	377
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNIS.FACT.NON PARVENUE</i>	4 602	4 602
Dettes fiscales et sociales <i>CONGES A PAYER</i> <i>ORG.SOC. CH./CONGES PAYES</i> <i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i>	24 274 12 923 13 344	50 540

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			12 784
ASSURANCES		4 839	
MAINTENANCE		1 968	
SYNDIC ITR2026		3 801	
GRENKE LOCATION ITR2026		2 176	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			12 784

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		667 922
Autres créances		667 922
DIRECCTE	518 100	
CR34 REGION OCCITANIE	71 400	
CD30	50 000	
ALES AGGLOMERATION	6 400	
FRANCE TRAVAIL	2 573	
CPAM 30	11 880	
ARS	4 762	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	1 357	
INTERETS A RECEVOIR	1 450	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros		31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS			
Montant perçu au titre d'assurances-vie			
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9			
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des produits			
CHARGES			
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations			
Total des charges			
SOLDE			

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature	4 800	4 800
Bénévolat	4 800	4 800
Total	4 800	4 800

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens Local St Ambroix	4 800	4 800
Prestations	4 800	4 800
Personnel bénévole		
Total	4 800	4 800

Annexe libre

Etat exprimé en euros

DETAIL DES SUBVENTIONS

Balance des comptes généraux				
Du 01/01/2025 au 31/12/2025				
N°Compte	Libellé	Débit	Crédit	Solde N-1
741100	DREETS FONCTIONNEMENT	0	602711	-584326
741100002	DREETS GARANTIE JEUNES, C.E.J	0	1036200	-1109400
741100007	DREETS PARRAINAGE	0	18300	-18300
741103	DREETS OBLIGATION DE FORMATION	0	0	-55524
741200	ETAT CGET CT VILLE NMDPJB	0	14400	-12400
741200005	ETAT CGET CT VILLE AES	0	10000	-6500
741200007	ETAT CGET CT VILLE PARRAINAGE	0	7625	-7625
741200011	ETAT CGET CT VILLE MASTER CLASS	0	0	-4500
741210	CGET - ANCT SANTE MENTALE	0	10000	0
741300	REGION OCCITANIE SUBV. FONCTIONNEMENT	0	96900	-102000
741301	REGION OCCITANIE CT VILLE AES	0	3000	-3000
741400	CD30 - CT VILLE AES	0	53500	-23500
741401	CD30 - CT VILLE NMDPJB	0	2000	-4000
741500	ALES AGGLO. SUBV. FONCTIONNEMENT	0	128000	-150000
741502	AGGLO CV AES	0	1000	0
741503	ALES AGGLO CV NMDPJB	0	3200	0
741600	C.C. DE CEZE CEVENNES SUBV. FONCTIONNEMENT	0	21610	-21610
741700	FRANCE TRAVAIL - ACCORD CADRE	0	136011	-148293
741701	FRANCE TRAVAIL AVENIR PRO	0	10313	-12179
741800	CPAM 30 SUBVENTION BILANS SANTE	0	6600	-6600
741810	ARS SANTE EEJ	0	11906	-11906
743100006	CR34 OCCITANIE EEJ	0	0	-11500
Total Classe 7		0	2173276	-2293163

